

**Réunion des Hautes Parties contractantes
à la Convention sur l'interdiction ou
la limitation de l'emploi de certaines armes
classiques qui peuvent être considérées comme
produisant des effets traumatiques excessifs
ou comme frappant sans discrimination**

6 novembre 2009
Français
Original: anglais

Session de 2009

Genève, 12 et 13 novembre 2009

Point 8 de l'ordre du jour provisoire

**Plan d'action en vue de promouvoir l'universalité de la Convention,
y compris l'application du Programme de parrainage au titre de la Convention**

**Promotion de l'universalité de la Convention et des
Protocoles y annexés**

Document soumis par le secrétariat*

Introduction

1. La troisième Conférence des Hautes Parties contractantes chargée de l'examen de la Convention a adopté le «Plan d'action visant à promouvoir l'universalité de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination», contenu dans le Document final de la Conférence (CCW/CONF.III/11, deuxième partie, annexe III).
2. La Conférence a décidé, en particulier qu'étant donné les progrès enregistrés jusque-là, l'action menée en vue de promouvoir l'universalité de la Convention et de tous les Protocoles y annexés resterait un objectif prioritaire de la coopération entre États parties pendant la période 2006-2011. Le Plan d'action définit donc sept mesures, dites «actions», que les États parties doivent prendre, selon qu'il convient et eu égard au droit international.
3. Le Plan d'action dispose également que «[l]e secrétariat fera rapport sur la mise en œuvre de ce plan d'action et tiendra les États parties régulièrement informés afin qu'ils puissent mesurer les progrès accomplis à cet égard et en suivre effectivement la mise en œuvre». Le présent rapport est soumis en application de cette décision.

Mesures prises pour promouvoir l'universalité de la Convention

4. En application du Plan d'action adopté par la troisième Conférence des Hautes Parties contractantes chargée de l'examen de la Convention, diverses initiatives ont été prises en vue de promouvoir l'adhésion universelle à la Convention et aux Protocoles

* Document soumis après la date prévue, dès qu'il a été reçu par le secrétariat.

y annexés. Plus particulièrement, depuis la Réunion de 2008 des Hautes Parties contractantes, les initiatives ci-après ont été prises conformément au mandat établi et en application de la pratique au titre de la Convention;

a) Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a adressé une lettre aux chefs d'État ou de gouvernement des États qui ne sont pas encore partie à la Convention, y compris aux cinq États signataires restants, pour les inviter à envisager de devenir partie à la Convention;

b) Le Président de la Réunion de 2008 des Hautes Parties contractantes à la Convention, l'Ambassadeur Zamir Akram du Pakistan; le Président de la dixième Conférence annuelle des Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié, l'Ambassadeur Jürg Streuli de Suisse; et le Président de la deuxième Conférence des Hautes Parties contractantes au Protocole V, l'Ambassadeur Edvardas Borisovas de Lituanie ont signé ensemble une lettre adressée aux Ministres des affaires étrangères des 110 États parties à la Convention, les y invitant à envisager de prendre les mesures voulues pour favoriser l'adhésion universelle à la Convention et aux Protocoles y annexés, y compris à examiner leur propre participation à la Convention en vue de leur consentement à être liés par ces Protocoles et par l'article premier modifié de la Convention, auxquels ils ne sont pas encore liés. Les États parties y étaient également priés de fournir des informations relatives à la mise en œuvre par eux du Plan d'action. On trouvera à l'annexe I des extraits des renseignements soumis par les États en réponse à cette lettre;

c) Le Président de la Réunion de 2008 des Hautes Parties contractantes à la Convention, l'Ambassadeur Zamir Akram du Pakistan, le Président de la dixième Conférence annuelle des Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié, l'Ambassadeur Jürg Streuli de Suisse; et le Président de la deuxième Conférence des Hautes Parties contractantes au Protocole V, l'Ambassadeur Edvardas Borisovas de Lituanie ont également signé ensemble une lettre adressée aux Ministres des affaires étrangères des 78 États Membres de l'ONU qui ne sont pas encore parties à la Convention, et aux cinq États signataires restants, pour les encourager à envisager d'y devenir partie;

d) Le projet commun du Bureau des affaires de désarmement de l'ONU et de l'Union européenne visant à promouvoir l'universalisation et l'application de la Convention, lancé en octobre 2007, s'est achevé avec succès durant la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, au moment où siégeait la Première Commission. Dans le cadre de ce projet, le Bureau des affaires de désarmement a organisé, avec le soutien financier de l'Union européenne et le concours du Comité international de la Croix-Rouge, de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement et du Service de la lutte antimines, une série de six séminaires régionaux et infrarégionaux sur l'universalisation consacrés: i) à la région de l'Amérique latine et des Caraïbes (Saint-Domingue (République dominicaine), 11 et 12 mars 2008); ii) à l'Afrique de l'Ouest et de l'Est (Lomé (Togo), 21 et 22 avril 2008); iii) à la région des Grands Lacs et à l'Afrique australe (Lomé (Togo), 24 et 25 avril 2008); iv) à l'Asie centrale (Almaty (Kazakhstan), 24 et 25 septembre 2008); v) au Moyen-Orient et à la Méditerranée (Rabat (Maroc), 19 et 20 novembre 2008); et vi) à l'Asie du Sud et du Sud-Est et au Pacifique (Katmandou (Népal), 17 et 18 décembre 2008). Un atelier tenu à Genève, en février 2009, a permis de faire un bilan du projet et de regrouper les enseignements qui en ont été tirés. Une brochure présentant l'initiative, les informations recueillies lors des séminaires et d'autres données

pertinentes a été publiée dans le cadre de la série des Études spéciales du Département des affaires de désarmement¹.

Nouvelles ratifications

5. À la Réunion de 2009 des Hautes Parties contractantes à la Convention, on compte 110 États parties à la Convention, comme suit:

- a) 108 États parties au Protocole I relatif aux éclats non localisables;
- b) 92 États parties au Protocole II sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs;
- c) 93 États parties au Protocole II modifié, 104 États parties au Protocole III sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des armes incendiaires;
- d) 95 États parties au Protocole IV relatif aux armes à laser aveuglantes;
- e) 61 États parties au Protocole V sur les restes explosifs de guerre;
- f) 72 États parties ayant ratifié l'article premier modifié de la Convention.

6. L'adhésion à la Convention et à ses Protocoles a progressé régulièrement depuis la Réunion de 2008 des Hautes Parties contractantes à la Convention. L'état des nouvelles ratifications de la Convention et de ses Protocoles arrêté au 9 novembre 2009 est le suivant:

a) Convention-cadre sur certaines armes classiques (110 États parties)

- i) Émirats arabes unis, 26 février 2009
- ii) Kazakhstan, 8 juillet 2009

États signataires: 5 (Afghanistan, Égypte, Nigéria, Soudan, Viet Nam)

b) Article premier modifié de la Convention (72 États parties)

- i) Colombie, 20 mai 2009
- ii) Costa Rica, 3 juin 2009
- iii) Équateur, 10 mars 2009
- iv) États-Unis d'Amérique, 21 janvier 2009
- v) Géorgie, 9 juin 2009
- vi) Guatemala, 13 février 2009
- vii) Paraguay, 3 décembre 2008
- viii) Tunisie, 11 mars 2009
- ix) Uruguay, 7 août 2007

c) Protocole I relatif aux éclats non localisables (108 États parties)

- i) Émirats arabes unis, 26 février 2009
- ii) Kazakhstan, 8 juillet 2009

d) Protocole II sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs (92 États parties)

Aucune nouvelle adhésion.

¹ «Promouvoir l'universalité de la Convention sur certaines armes classiques», Études thématiques du Bureau des affaires de désarmement, n° 17, octobre 2009

e) **Protocole II sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs tel que modifié le 3 mai 1996 (93 États parties)**

- i) Géorgie, 8 juin 2009

f) **Protocole III sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des armes incendiaires (104 États parties)**

- i) Émirats arabes unis, 26 février 2009
ii) États-Unis d'Amérique, 21 janvier 2009
iii) Kazakhstan, 8 juillet 2009

g) **Protocole IV relatif aux armes à laser aveuglantes (95 États parties)**

- i) États-Unis d'Amérique, 21 janvier 2009
ii) Kazakhstan, 8 juillet 2009
iii) Paraguay, 3 décembre 2008

h) **Protocole V sur les restes explosifs de guerre (61 États parties)**

- i) Canada, 19 mai 2009
ii) Chili, 18 août 2009
iii) Costa Rica, 27 avril 2009
iv) Émirats arabes unis, 26 février 2009
v) Équateur, 10 mars 2009
vi) États-Unis d'Amérique, 21 janvier 2009
vii) Géorgie, 22 décembre 2008
viii) Lettonie, 16 septembre 2009
ix) Mali, 24 avril 2009
x) Pakistan, 3 février 2009
xi) Paraguay, 3 décembre 2008
xii) Pérou, 29 mai 2009
xiii) Sénégal, 6 novembre 2008

7. Il ressort de ce qui précède qu'un nombre total de 33 ratifications ont abouti depuis la Réunion de 2008 des Hautes Parties contractantes à la Convention.

8. La Convention et ses Protocoles respectifs sont entrés en vigueur dans 109 de ces États. Pour les nouvelles adhésions, les précisions ci-après sont apportées:

- *Canada*: le Protocole V doit y entrer en vigueur le 19 novembre 2009.
- *Chili*: le Protocole V doit y entrer en vigueur le 18 février 2010.
- *Colombie*: l'article premier modifié de la Convention doit y entrer en vigueur le 20 novembre 2009.
- *Costa Rica*: le Protocole V y est entré en vigueur le 27 octobre 2009, et l'article premier de la Convention doit y entrer en vigueur le 3 décembre 2009.
- *Émirats arabes unis*: la Convention, le Protocole I, le Protocole III et le Protocole V y sont entrés en vigueur simultanément le 26 août 2009.
- *Équateur*: l'article premier modifié de la Convention et le Protocole V y sont entrés en vigueur le 10 septembre 2009.
- *États-Unis d'Amérique*: l'article premier modifié de la Convention, le Protocole III, le Protocole IV et le Protocole V y sont entrés en vigueur simultanément le 21 juillet 2009.

- *Géorgie*: le Protocole V y est entré en vigueur le 22 juin 2009. En outre, le Protocole II modifié et l'article premier modifié de la Convention doivent y entrer en vigueur les 8 et 9 décembre 2009, respectivement.
- *Guatemala*: l'article premier modifié de la Convention y est entré en vigueur le 13 août 2009.
- *Kazakhstan*: la Convention, le Protocole I, le Protocole III et le Protocole IV doivent y entrer en vigueur simultanément le 8 janvier 2010.
- *Lettonie*: le Protocole V doit y entrer en vigueur le 16 mars 2010.
- *Mali*: le Protocole V y est entré en vigueur le 24 octobre 2009.
- *Pakistan*: le Protocole V y est entré en vigueur le 3 août 2009.
- *Paraguay*: l'article premier modifié de la Convention, le Protocole IV et le Protocole V y sont entrés en vigueur simultanément le 3 juin 2009.
- *Pérou*: le Protocole V doit y entrer en vigueur le 29 novembre 2009.
- *Sénégal*: le Protocole V y est entré en vigueur le 6 mai 2009.
- *Tunisie*: l'article premier modifié de la Convention doit y entrer en vigueur le 11 septembre 2009.
- *Uruguay*: l'article premier modifié de la Convention y est entré en vigueur le 7 février 2008.

Annex I

[English/French/Spanish only]

Information provided by States²

The following are excerpts of the submissions by States in response to the letter by the United Nations Secretary-General and the letter co-signed by the Chairperson of the 2008 Meeting of the High Contracting Parties to the Convention, Ambassador Zamir Akram of Pakistan; the President of the Tenth Annual Conference of the High Contracting Parties to Amended Protocol II, Ambassador Jürg Streuli of Switzerland; and the President of the Second Conference of the High Contracting Parties to Protocol V, Ambassador Edvardas Borisovas of Lithuania addressed to the States Parties to the Convention and the States not party to the Convention.

A. States parties to the Convention

Belarus

The Republic of Belarus attaches great importance to realization of the Plan of Action. Since the 2007 Annual Meeting of the States Parties of the CCW the Government of the Republic of Belarus expressed its consent to be bound by Amendment to Article 1 of the Convention and Protocol V on Explosive Remnants of War. After entering into force on 29 March 2009 of the Protocol V for the Republic of Belarus, it became a party to all multilaterally negotiated legal instruments of the CCW.

Geneva, 29 October 2009
Permanent Mission of Belarus
Ref.: 1117/1

Canada

The Government of Canada maintains that the CCW is a relevant forum to address many of the issues relating to the humanitarian impact of conventional weapons, while taking into account military requirements. As you are aware, at the Third Review Conference in 2006, Canada joined consensus in adopting the Plan of Action for universalization of the CCW, and all of its protocols. Canada has ratified the CCW and Amended Article 1, as well as all five of the CCW's protocols, including Protocol V on Explosive Remnants of War earlier this year.

It is apparent that the Plan of Action for universalization is achieving positive results with the number of High Contracting Parties now at 110 countries, with the number of members expected to continue to grow.

² Reproduced without editorial changes and as received by the Secretariat.

Please be assured that the Government of Canada continues to promote the universalization of the CCW in all appropriate bilateral activities and will continue to encourage states not yet party to accede to the CCW and its annexed protocols.

Ottawa, 16 October 2009

The Honourable Lawrence Cannon, P.C., M.P.
Minister of Foreign Affairs of Canada

Cyprus

Just recently the Ministry has sent to the House of Representatives the Ratification Bill, via which the Protocol V on the Explosive Remnants of War (ERW) of the aforementioned Convention shall be ratified.

Once the House completes the process, the President of the Republic will sign the Bill into law and the Republic shall deposit its instrument of Accession at the Depositary, i.e. the UN Secretary General in New York.

Nicosia, 30 October 2009

Panayiotis Papadopoulos
Political Affairs Division
Department of Multilateral Relations and International Organizations
Ministry of Foreign Affairs, Republic of Cyprus
File No. 24.11.011.041

Estonia

Estonia fully shares the principles of the Plan of Action to Promote Universality of the Convention and its annexed Protocols which was adopted during the Third Review Conference of the High Contracting Parties to the CCW, and herewith would like to inform the Secretariat about the following steps that have been taken in promoting the universalization of the CCW and its Protocols.

As the Member State of European Union, Estonia has contributed substantially through EU community programmes to the implementation of the Plan of Action and towards the achievement of the universal adherence to the Convention.

As Part of that Joint Action, Estonia has annually provided a financial contribution to the United Nations Voluntary Trust Fund for Assistance in Mine Clearance. Last year the contributed sum was earmarked for Afghanistan. The Government of the Republic of Estonia intends to continue its voluntary contributions to the above-mentioned fund also in the following years.

While universal adherence remains to be achieved, we have to think and discuss among States Parties about how to encourage States from the region that are not yet party to the CCW to initiate the necessary national processes and thereby increase the membership to the Convention.

Tallinn, 2 November 2009

Margus Kolga
Director General, International Organisations
and Security Policy Department
Republic of Estonia
No. 03.3-1/14645

Italy

Italy has ratified Protocol V of the CCW Convention on October 21, 2009.

This ratification places Italy among the countries that have brought into force all the Protocols of the CCW Convention and therefore confirms the policy of coherence that guides its foreign affairs in the field of humanitarian disarmament.

Geneva, 2 November 2009
Ambassador Giovanni Manfredi
Permanent Representative of Italy to the
Conference on Disarmament, Geneva
Ref.: 2332

Japan

In an effort to promote the universality of the CCW, the Government of Japan has approached 16 States not parties to the Convention in the Asia Pacific region in 2009 and encouraged them to ratify the Convention.

Tokyo, 23 October 2009
Ministry of Foreign Affairs

México

Agradezco su atenta comunicación dirigida a la Canciller Patricia Espinosa, a través de la cual exhortan al Gobierno de México, en su calidad de Estado parte de la Convención sobre prohibiciones o restricciones del empleo de ciertas armas convencionales que puedan considerarse excesivamente nocivas o de efectos indiscriminados (CCAC), a considerar la posibilidad de adherirse al Protocolo II enmendado sobre prohibiciones o restricciones del empleo de minas, armas trampa y otros artefactos, y al Protocolo V sobre los restos explosivos de guerra, a fin de lograr la pronta universalidad de la Convención y sus Protocolos.

La codificación, fortalecimiento y desarrollo del derecho internacional humanitario son una prioridad en la política exterior del Gobierno de México, por ello, mi país apoya activamente la promoción del cumplimiento de las disposiciones de la Convención y sus Protocolos toda vez que constituye un importante instrumento que atiende de manera integral la prohibición de ese tipo de armas.

México apoya las iniciativas emprendidas por la comunidad internacional para lograr la pronta universalidad y estricta aplicación de la CCAC. En ese sentido, mi país participa en los foros multilaterales y regionales, como lo es la Asamblea General de las Naciones Unidas y la Organización de los Estados Americanos, en donde ha instado a los Estados que aún no son parte a ratificarla a la brevedad.

México continúa realizando las consultas internas necesarias con las dependencias pertinentes, para estar en posibilidad de adherirse a los Protocolos II enmendado y V.

México D.F., 8 de octubre de 2009
Juan Manuel Gómez Robledo
Subsecretario para Asuntos Multilaterales y Derechos Humanos
Secretaría de Relaciones Exteriores
Estados Unidos Mexicanos
Nº SSMH-01358/09

Monaco

Document récapitulatif des actions entreprises par le Gouvernement princier dans le cadre du Plan d'action pour la promotion de l'universalité de la Convention sur les armes conventionnelles et des ses protocoles.

Genève, le 28 octobre 2009

La Mission permanente de la

Principauté de Monaco auprès de l'Office des

Nations Unies, Genève

N° 22.15-2009031123 AJ

Convention sur l'interdiction ou la limitation de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination

(Genève, 3 mai 1996)

Plan d'Action pour la promotion de l'universalité de la Convention et de ses Protocoles

Action de la Principauté de Monaco

Action n° 1

Examiner de près leur participation à la Convention et aux Protocoles y annexés dans le but d'envisager d'accepter, dès qu'ils le pourront, les Protocoles par lesquels ils ne sont pas encore liés et l'article premier modifié de la Convention s'ils ne l'ont pas encore ratifié ou n'y ont pas encore adhéré.

Les instruments de ratification de la «*Convention des Nations Unies sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination*», faite à Genève le 10 octobre 1980, au «*Protocole relatif aux éclats non localisables*» (dit Protocole I) et au «*Protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs*» (dit Protocole II, tel qu'il a été modifié le 3 mai 1996), ont été déposés le 12 août 1997.

Ladite Convention et lesdits Protocoles sont entrés en vigueur à l'égard de la Principauté de Monaco le 12 février 1998, rendus exécutoires par l'Ordonnance souveraine n° 13.329 du 12 février 1998.

Action n° 2

Accorder une importance particulière au fait d'encourager les États signataires de la Convention à la ratifier dès que possible. Ces États sont l'Afghanistan, l'Égypte, l'Islande, le Nigéria, le Soudan et le Viet Nam.

[Rien à signaler].

Action n° 3

Redoubler d'efforts pour promouvoir l'Universalité de la Convention et des Protocoles y annexés, en s'employant activement à réaliser cet objectif, dans le cadre de leurs relations avec des États qui n'y sont pas parties et en sollicitant la collaboration des organisations internationales et régionales compétentes.

[Rien à signaler].

Action n° 4

S'attacher en priorité à encourager les États dans les zones de conflit à adhérer à la Convention et aux Protocoles y annexés, adhésion qui pourrait être une mesure de confiance importante et promouvoir ainsi le rétablissement de l'entente et de la confiance entre les parties à un conflit actif.

[Rien à signaler].

Action n° 5

S'employer expressément à promouvoir l'adhésion à la Convention et aux Protocoles y annexés dans les régions où le nombre d'adhésions à la Convention demeure faible.

[Rien à signaler].

Action n° 6

Prendre toutes les mesures appropriées pour empêcher et réprimer les violations de la Convention et des Protocoles y annexés par des personnes ou en des lieux placés sous leur juridiction ou leur contrôle.

[Rien à signaler].

Action n° 7

Encourager et appuyer la participation et la coopération active de tous les partenaires concernés aux efforts ainsi faits en vue d'assurer l'universalisation de la Convention, notamment l'Organisation des Nations Unies, les autres institutions internationales et les organisations régionales, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), ainsi que, dans leurs domaines d'activité respectifs, les parlementaires et les organisations non gouvernementales.

- En matière de désarmement, il convient de rappeler que la Principauté de Monaco a récemment été coauteur des résolutions suivantes:
 - A/C.1/63/L.38 Code de conduite de La Haye contre la prolifération des armes balistiques (63^{eme} session AGNU);
 - A/C.1/63/L.55 Traite d'interdiction complète des essais nucléaires (63^{eme} session AGNU);
 - A/C.1/63/L.34 Mesures visant à empêcher les terroristes d'acquérir des armes de destruction massive;
 - A/C.1/63/L.39 Vers un traite sur le commerce des armes: établissement de normes internationales communes pour l'importation, l'exportation et le transfert d'armes classiques;
 - A/C.1/63/L.18 Renforcement de la sécurité et de la coopération dans la région Méditerranée;
 - A/C.1/63/L.32/Rev.1 Respects des accords de non-prolifération, de limitation des armements et de désarmement;

- A/C.1/63/L.52 Étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération;
- A/C.1/63/L.51 Transparence dans le domaine des armements;
- A/CC.1/63/L.36 Consolidation de la paix grâce à des mesures concrètes de désarmement.
- En matière de déminage, la Principauté de Monaco est partie au Protocole II de la CCW, sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs.

À ce titre, il importe de rappeler les éléments ci-après, relatifs aux actions et aux fonds versés par la Principauté de Monaco pour des opérations de déminage et l'assistance aux victimes:

<i>Année</i>	<i>Montant</i>	<i>Bénéficiaire</i>	<i>Partenaires recevant la subvention</i>	<i>Objectif</i>	<i>Résultat</i>
2005	60 000 €	Croatie	Croatian Mine Action Center (CROMAC)	Déminage Parc national Paklenica	50 000 m ² déminés
2006	60 000 €	Croatie	CROMAC	Déminage Parc national Paklenica	50 000 m ² déminés
2007	75.000 €	Croatie	CROMAC	Déminage Parc naturel Kopački Rit	50 030 m ² déminés
2008	75 000 €	Croatie	CROMAC	Déminage Parc naturel Kopački Rit	44 806 m ² déminés
2008	26 255 €	Jordanie	National Committee for Demining and Rehabilitation (NCDR)	Déminage Mont Nebo et Jordan Valley areas	173 000 m ² déminés
2009	75 000 €	Croatie	CROMAC	Déminage Parc naturel Kopački Rit	49 720 m ² déminés
2009	30 000 €	Jordanie	NCDR	Déminage Mont Nebo et Jordan Valley areas	174 000 m ² déminés

- En outre, en ce qui concerne l'assistance aux victimes des mines antipersonnel, il importe d'observer que depuis 2003, le Gouvernement princier soutient le CROMAC dans ses actions de déminage du Parc national de Paklenica et des parcs naturels de Velebit et Kopački Rit. Près de 37 ha ont été déminés en Croatie et 120 mines et matériel d'artillerie découverts et détruits grâce aux subventions monégasques. La Convention sera renouvelée pour une période de 3 ans (2010-2012) pour un montant de € 75 000 par an. Le CROMAC a d'ores et déjà prévu de déminer en 2010 une surface de 50 033 m² dans le Parc national de Paklenica.
- De plus, dans le cadre de cette même assistance, le Gouvernement princier finance, depuis 2006, un projet de réhabilitation d'un bâtiment afin de créer un centre d'accueil et de réinsertion des victimes de mines et autres traumatismes dus à la guerre. Ce projet est porté par l'association DUGA (renommée MARE) et se situe à Rovinj en Istrie.

- Depuis le démarrage du programme de déminage en 1998 par le CROMAC, le nombre de victimes de mines en Croatie est passé de 92 en 1998 à 7 en 2008 et 2 victimes sont recensées à ce jour pour l'année 2009.

Republic of Moldova

The Ministry of Foreign Affairs and European Integration of the Republic of Moldova has the honour to inform on the following actions undertaken in the contest of the "Plan of Action to Promote Universality of the CCW and its annexed Protocols" adopted by the Third Review Conference of the High Contracting Parties to the CCW.

In 2008 the Republic of Moldova has ratified the Protocol V on Explosive Remnants of War, which entered into force for Moldova on October 21st, 2008. Accordingly, the Republic of Moldova joined to the group of states that have ratified the Convention on Certain Conventional Weapons and all its annexed Protocols, including the Amendment to Article 1 of the CCW.

Attaching great importance to the universalization of the CCW, the Republic of Moldova, by its Statement at the Second Conference of the High Contracting Parties to the CCW Protocol V dated November 10, 2008, called on those CCW States Parties that had not yet ratified the Convention to do so as soon-as possible.

In the same context, at the Conference of States Parties to Protocol II held on November 12th, 2008, the Republic of Moldova has aligned itself to the statement delivered by France on behalf of the European Union and fully subscribed to the positions expressed in that intervention.

Chişinău, 16 October 2009
Ministry of Foreign Affairs and European Integration
Republic of Moldova
No. DM-06/2-17630

Slovakia

During the Third Review Conference of the High Contracting Parties Slovakia was among those countries that strived for adoption of this Action plan. Our stance was not only of pure political nature. There was a solid backing in the fact that Slovakia ranked already at that time among the relatively narrow group of countries that had acceded to all of the eight instruments of the CCW. When carrying out the ratification process of the latest Protocol V on Explosive Remnants of War the Government of Slovakia and the National Council of Slovakia pursued, among others, the following goals: to contribute to its expeditious entry into force and thus to give a concrete impetus to the development of the international humanitarian law related to the disarmament field for an early benefit to peoples affected by armed conflicts and to set an example in the process of promoting the CCW universality.

The Action Plan is an instrument that should significantly contribute to achieving the aspirations embedded in such an important instrument as the CCW undeniably is. Slovakia promotes its goals not only by acceding to all its protocols and amendment to Article 1 of the Convention, but takes an active part in all aspects of its stipulations, including those fields that have indirect positive impact on the Action Plan.

The representatives of Slovakia make use of appropriate opportunities either in bilateral contacts or in relevant multilateral fora so as to encourage other countries to understand the benefits of acceding to the CCW instruments for their own people or for the cause of developing the international humanitarian law.

Slovakia ranks among those countries that regularly submit their national reports related to the Amended Protocol II and to Protocol V on Explosive Remnants or War. Following the

decision of the CCW Third Review Conference Slovakia has also provided her reports within the Compliance Mechanism containing relevant information on the fulfilment of the CCW and its annexed protocols' stipulations. These documents may serve to others to learn about practical issues related to accession to the CCW instruments.

As detailed in the aforesaid reports and other relevant documents, Slovakia provides a concrete contribution to the activities aimed at clearing mines and explosive remnants of war in various parts of the world. They demonstrate, besides other ends, the benefits of being part of instruments that are designed to provide assistance to countries and their peoples affected by armed conflicts.

It is also important to mention that since the beginning of this year, the representative of the Permanent Mission of Slovakia to the United Nations in Geneva has been performing the function of the Coordinator for National Reporting, pursuant to Article 10 (2) (b) of the Protocol V, as well as for its Article 4 Generic Electronic Template.

Slovakia is committed to further active promotion of the noble goals of the CCW as well as the universal adherence to this important international legal instrument.

Bratislava, 1 October 2009

H. E. Mr. Miroslav Lajčák

Minister of Foreign Affairs of the Slovak Republic

Ref.: 201.475/2009 – KAMI

España

A este respecto, me complace recordarles el fuerte compromiso de España con este y otros instrumentos internacionales de desarme que forman parte asimismo de derecho internacional humanitario. A día de hoy, España pertenece al reducido grupo, constituido por una cuarentena de países, que actualmente son Altas Partes Contratantes tanto de la CCAC como de sus cinco Protocolos anexos, incluidos la enmienda del artículo 1 de la propia Convención y de la enmienda al Protocolo II. La incorporación de España al último de los protocolos, el Protocolo V sobre los restos explosivos de guerra se produjo el 9 de febrero de 2007, y en virtud del artículo 5 de la Convención, ese Protocolo entró en vigor para España el 9 de agosto de 2007. Además, España es Estado parte en la Convención sobre la prohibición de minas antipersonal, la Convención sobre municiones de racimo y la Convención sobre los derechos de las personas discapacitadas.

En lo que se refiere a los esfuerzos realizados a favor de fomentar la universalidad de la CCAC y sus Protocolos anexos y de apoyar su aplicación por los Estados partes, la Unión Europea, y España en su seno, adoptó en julio de 2007 en el marco de la Estrategia Europea de seguridad una acción común plurianual que incluyó, entre otras acciones, un intenso programa de cabildeo a favor de su universalización. Este plan fue ejecutado entre todos los socios de la UE, ante las autoridades de cerca de un centenar de países terceros.

En este mismo sentido, y a título nacional, España viene aprovechando todas las oportunidades que se le presentan para recabar adhesiones a esta Convención y sus Protocolos anexos, tanto con ocasión de la celebración de reuniones o conferencias en el marco multilateral, en contactos bilaterales o bien utilizando canales diplomáticos. Sirva como ejemplo, que las delegaciones españolas que tomaron parte en las últimas reuniones en los marcos de negociación de la propia CCAC, de la Convención sobre minas antipersonal o de la Convención sobre municiones de racimo (la más reciente con ocasión de la IV Conferencia Regional que sobre este tema tuvo lugar en Santiago de Chile los días 14 y 15 de septiembre de 2009) incluyeron siempre en sus intervenciones referencias a la importancia de la universalización de la CCAC y sus Protocolos anexos, invitando a las delegaciones presentes a adherirse a estos instrumentos. Estas actuaciones continuarán en el futuro.

Quiero felicitarles por sus respectivos trabajos al frente de la Reunión de Altas Partes Contratantes de 2008, de la Décima Conferencia Anual del Protocolo II enmendado y Segunda Conferencia del Protocolo V, respectivamente, y trasladarles el compromiso de España de contribuir, junto con aquellos países que comparten las mismas preocupaciones por los problemas humanitarios generados por la utilización de ciertas armas, al éxito de este instrumento jurídico internacional de carácter eminentemente humanitario.

Madrid, 21 de octubre de 2009
Miguel Ángel Moratinos
Ministro de Asuntos Exteriores y Cooperación de España
Nº 145/27.10.09

B. States not Party to the Convention

Armenia

Armenia does consider the Convention as one of the principal instruments of the International Humanitarian Law and is a dynamic legal instrument to respond in an adequate credible and responsible manner to the humanitarian challenges posted by certain advancements in weapons technology. We do value it as an important step toward the elimination of an entire category of excessively injurious conventional weapons.

In this respect Armenia voted in favour of the Resolution A/RES/53/81, adopted by the UN General Assembly on 4 December 1998, which recalled that commitment undertaken by States Parties to the CCW at the Review Conference held in 1995–1996 to keep the provisions of Protocol II under review, and also noted that a Conference of States Parties to the Protocol shall be held annually, in accordance with the Amended Protocol II, adopted by the Review Conference on 3 May 1996.

It is also worth mentioning that Armenia participated as an observer in the Preparatory Meeting of the States Parties to the Amended Protocol II to the CCW held at the UN Office at Geneva May, 1999, and later intended to participate as an observer in the First Annual Conference of the States Parties to the Amended Protocol II to the CCW held in Geneva on December 1999.

However, Armenia cannot become a member of the Convention at this moment. Armenia's accession to the CCW is contingent on a similar level of political commitment by other parties in the region to adhere to the similar Treaties and comply with its regime.

Armenia supports the Convention and reaffirms its readiness to take measures consistent with the provisions of the above mentioned Protocols and considers the possibility of accession to the CCW. However Armenia expects that other countries of the region express clear intention to accede to the Convention. We are concerned with the neighbouring Azerbaijan's rigid position not to accede to Ottawa Treaty and the CCW.

Armenia is also concerned with the existence of a large amount of landmines along its border with Azerbaijan. Furthermore, there are heavily mined areas along the line of contact between Azerbaijan and Nagorno Karabakh. Moreover, the neighbouring Azerbaijan, as it is mentioned by the Cluster Munition Coalition, is a country which still stores a significant quantity and uses Cluster Munitions.

Armenia makes it clear that it cannot sign the CCW unless Azerbaijan agrees to do so. But Armenia believes that once an agreement on the settlement of the Karabakh conflict is reached, a complete and safe demining of the areas affected by the conflict will become possible in cooperation with all parties concerned, and the signing of the Convention mentioned above would be an asset for both sides.

Yerevan, 28 October 2009
H. E. Mr. Arman Kirakosian
Deputy Minister
Ministry of Foreign Affairs
Republic of Armenia
Ref.: 312/318/2009

San Marino

San Marino, as a micro State that has always been neutral since its foundation, has constantly refused and continues to firmly refuse war as an instrument to solve disputes among States.

As such, it has no army but only five military Corps, among which only two (the Gendarmerie and the Uniformed Unit of the Fortress Guard) are professional corps mainly in charge of security and public order services. The remaining three (the Artillery Unit of the Fortress Guard, the Uniformed Militia and the Guard of the Great and General Council) are volunteer corps mainly in charge of protocol services.

Moreover, throughout its century-old history, San Marino has never produced or traded any kind of conventional or non-conventional weapons.

Although fully aware of the importance of the CCW and its Protocols, as well as of the objective to progress towards universal membership of the CCW, San Marino is therefore not in a position to give priority to the ratification of the above-mentioned Convention.

San Marino, 27 October 2009
Antonella Mularoni
Minister of Foreign Affairs
Republic of San Marino
Ref.: 11478/BB/46

Annex II

CCW Universality 2006–2009

	2006 ³	2007 ⁴	2008 ⁵	2009 ⁶
The Convention	100	103	108	110
Amended Article 1	48	56	63	72
Protocol I	98	101	106	108
Protocol II	87	89	92	92
Amended Protocol II	86	88	92	93
Protocol III	93	96	101	104
Protocol IV	83	87	92	95
Protocol V	27	35	48	61

New adherents in 2007

- **CCW framework convention:** (3) Cameroon, Gabon, Montenegro
- **Amended Article 1:** (8) Cuba, Chile, El Salvador, Montenegro, Nicaragua, Niger, Russian Federation, The former Yugoslav Republic of Macedonia
- **Protocol I:** (3) Cameroon, Gabon, Montenegro
- **Protocol II:** (2) Cameroon, Montenegro
- **Amended Protocol II:** (2) Cameroon, Niger
- **Protocol III:** (3) Cameroon, Gabon, Montenegro
- **Protocol IV:** (4) Cameroon, Montenegro, Niger
- **Protocol V:** (8) Australia, Austria, Spain, Estonia, The former Yugoslav Republic of Macedonia, Hungary, Slovenia, Uruguay

New adherents in 2008

- **CCW framework convention:** (5) Guinea-Bissau, Iceland, Jamaica, Madagascar, Saudi Arabia
- **Amended Article 1:** (7) Belarus, Bosnia & Herzegovina, Guinea-Bissau, Iceland, Jamaica, Portugal, Slovenia
- **Protocol I:** (5) Guinea-Bissau, Iceland, Jamaica, Madagascar, Saudi Arabia

³ Third Review Conference (7–17 November 2006), as at 15 November 2006.

⁴ Meeting of the High Contracting Parties (7–13 November 2007), as at 13 November 2007.

⁵ Meeting of the High Contracting Parties (13–14 November 2008), as at 11 November 2008.

⁶ Meeting of the High Contracting Parties (12–13 November 2009), as at 6 November 2009.

- **Protocol II:** (3) Guinea-Bissau, Iceland, Madagascar
- **Amended Protocol II:** (4) Guinea-Bissau, Iceland, Jamaica, Madagascar
- **Protocol III:** (5) Guinea-Bissau, Iceland, Jamaica, Madagascar, Saudi Arabia
- **Protocol IV:** (5) Guinea-Bissau, Iceland, Jamaica, Madagascar, Saudi Arabia
- **Protocol V:** (13) Belarus, Bosnia & Herzegovina, Guatemala, Guinea-Bissau, Iceland, Jamaica, Madagascar, Portugal, Republic of Moldova, Republic of Korea, Romania, Russian Federation, Tunisia

New adherents in 2009

- **CCW framework convention:** (2) Kazakhstan, United Arab Emirates
- **Amended Article 1:** (9) Colombia, Costa Rica, Ecuador, Georgia, Guatemala, Paraguay, Tunisia, USA, Uruguay
- **Protocol I:** (2) Kazakhstan, United Arab Emirates
- **Protocol II:** None
- **Amended Protocol II:** (1) Georgia
- **Protocol III:** (3) Kazakhstan, United Arab Emirates, United States of America
- **Protocol IV:** (3) Kazakhstan, Paraguay, United States of America
- **Protocol V:** (13) Canada, Chile, Costa Rica, Ecuador, Georgia, Latvia, Mali, Pakistan, Paraguay, Peru, Senegal, United Arab Emirates, United States of America

List of States Parties⁷ that have acceded to all the CCW Protocols⁸ and the amendment to Article 1 of the Convention

- | | | |
|---------------------------|-------------------|--|
| 1. Albania | 20. Guatemala | 39. Portugal |
| 2. Australia | 21. Guinea-Bissau | 40. Republic of Moldova |
| 3. Austria | 22. Holy See | 41. Romania |
| 4. Belarus | 23. Hungary | 42. Russian Federation |
| 5. Bosnia and Herzegovina | 24. Iceland | 43. Sierra Leone |
| 6. Bulgaria | 25. India | 44. Slovakia |
| 7. Canada | 26. Ireland | 45. Slovenia |
| 8. Chile | 27. Jamaica | 46. Spain |
| 9. Costa Rica | 28. Latvia | 47. Sweden |
| 10. Croatia | 29. Liberia | 48. Switzerland |
| 11. Czech Republic | 30. Liechtenstein | 49. The former Yugoslav
Republic of Macedonia |
| 12. Denmark | 31. Lithuania | 50. Tunisia |
| 13. Ecuador | 32. Luxembourg | 51. Ukraine |
| 14. El Salvador | 33. Malta | 52. United States of America |
| 15. Estonia | 34. Netherlands | 53. Uruguay |
| 16. Finland | 35. Nicaragua | |
| 17. France | 36. Norway | |
| 18. Georgia | 37. Paraguay | |
| 19. Germany | 38. Peru | |
-

⁷ Italy has acceded to all CCW Protocols and the amended Article 1, but is not included in this list as by the time of the submission of the present report the documents of its latest ratification of CCW Protocol V have not yet been submitted to the United Nations Secretary-General, the depositary of the Convention.

⁸ Protocol I, Amended Protocol II, Protocol III, Protocol IV and Protocol V.